



Alors que les entreprises exerçant dans le secteur du textile-habillement, de plus en plus fragilisées par la pandémie, l'écosystème, quant à lui, reste loin des ambitions d'une relance...

Le textile a démontré des décennies durant une certaine résilience. En effet, pour revenir sur les dernières crises d'envergure, notamment la crise financière de 2008, les grandes perturbations du marché européen et les changements des règles d'accès qui ont favorisé d'autres pays jusqu'à 2010, la Tunisie gardait une meilleure position par rapport à tous ses concurrents, dont le Maroc et la Turquie.

L'entreprise malmenée...

Depuis 2011 et avec les turbulences et l'instabilité sur tous les plans, le secteur a perdu jusqu'en 2017, plus de 30 mille emplois. Son rang en tant que fournisseur de l'Union européenne, UE, a dégringolé. Il a perdu des entreprises et des parts de marché au profit de nos concurrents, et en dehors du secteur textile, toute notre industrie manufacturière a été malmenée. En 2010, la Tunisie exportait pour 9 milliards d'euros de biens manufacturés sur l'UE, alors que le Maroc n'en exportait que 8 milliards. A la fin de l'année 2018, le Maroc est passé à presque 18 milliards d'euros d'exportations, alors que la Tunisie n'en a exporté que 10 milliards d'euros.

“On a malmené l’entreprise. On a cassé l’image, l’attractivité et la visibilité du secteur”, souligne Nafaa Ennaifer, vice-président de la Fédération tunisienne du textile et de l’habillement (Ftth). Ce dernier martèle que le secteur du textile et habillement s’est battu seul face aux mêmes problèmes, si on n’en a pas ajouté d’autres.

“En juin 2017, on a mis en place un plan de relance qui avait mis six mois pour passer devant un CMR (conseil ministériel restreint), où on s’est dit voilà le potentiel de croissance, voilà comment on va relancer le secteur. Nous n’avions demandé ni subventions ni autres avantages ; nous avons demandé à ce qu’on fonctionne convenablement avec fluidité et célérité. C’est que notre proximité et célérité qui constituent l’âme de notre compétitivité. En février 2019, on est le premier secteur à proposer et à signer un pacte bipartite de compétitivité avec le gouvernement. On a ainsi pu stabiliser le secteur et on est reparti à nouveau à la croissance avant que ne vienne l’année 2020 et la crise sanitaire planétaire. Je dois rappeler que notre secteur emploie 160 mille personnes avec quelque 1.600 entreprises, représentatives de 31% des emplois dans l’industrie manufacturière. Nos exportations se sont élevées en 2019 à 2,3 milliards d’euros pour 7,5 milliards de dinars. Et en 2020 et à cause de la pandémie, nous ne sommes pas sortis indemnes, mais nous ne sommes pas cassés en deux. On a réalisé 2,1 milliards d’euros, en baisse de 9,5%, tout en gardant 21% des exportations des industries manufacturières”, explique-t-il.

Et d’ajouter : “Depuis la signature du pacte de compétitivité et abstraction faite de la bonne volonté de l’administration à nous aider à surpasser les problèmes existants, incontestablement, quand on a un ministre qui change tous les cinq à six mois, on ne peut pas réaliser quelque chose! Ainsi, on a décidé de se prendre en charge et d’agir tout seul. Ici, je rends hommage à deux institutions qui nous ont énormément aidés et sur lesquelles on compte, à savoir le Centre du commerce international (ITC), et aussi la GIZ qui nous a aidés sur d’autres fronts. Il existe une bonne collaboration avec le ministère de la Formation professionnelle pour entraîner les autres centres dans cette nouvelle dynamique»”.

60 entreprises à l’arrêt

Selon la dernière étude de marché, initiée en partenariat avec le Global Textiles and Clothing Programme (GTEX) et sa branche Moyen-Orient et Afrique du Nord Menatex, la Ftth a pu élaborer un plan de relance en ce temps de pandémie.

L'étude effectuée entre juillet et septembre 2020 a été menée auprès de 248 entreprises de différents régimes et tailles. Globalement, trois quarts des entreprises ont connu une baisse d'activité supérieure à 50%. Et 50% des entreprises travaillant pour le marché local ont enregistré une baisse du chiffre d'affaires dépassant 70%. La plupart des entreprises touchées sont de petites entreprises. "Cela aurait été pire si on n'avait pas adopté les dispositifs médicaux par rapport à la prévention de cette pandémie de Covid", commente le vice-président de la Ftth, ajoutant que 60% des entreprises sondées n'avaient aucune visibilité pour les prochains mois, et 70% jugent que les mesures prises par le gouvernement pour leur venir en aide sont très loin d'être suffisantes.

"En février 2021, on a refait le bilan, poursuit M. Ennaifer. Alors qu'il y avait 87% des entreprises en activité et 12% étaient en arrêt provisoire et 1% avait complètement arrêté. Sur les 1.600 entreprises, il y avait 60 qui ont arrêté définitivement leurs activités, avec 4.500 emplois perdus à jamais". "Une perte de 3% concernent essentiellement dans les zones désavantagées. Ce sont les PME, notamment, celles qui comptent moins de 100 salariés, qui sont sorties extrêmement fragilisées. Et au moment où elles ont besoin d'appui, l'administration approfondit la pression avec une relance de récupération des dues fiscales comme si de rien n'était ! Comme s'ils ne savent pas qu'on est sorti d'une pandémie coûtant plus de la moitié des chiffres d'affaires aux entreprises. La Cnss procède à des saisies et à des poursuites judiciaires. L'accès aux crédits n'a profité qu'à une poignée d'entreprises ! Une pression croissante et un écosystème loin d'être à la hauteur des ambitions et de ce potentiel énorme. Voilà le décor !", conclut le vice-président de la Ftth.